

paré à la suspension de droits, ce type de mesure ne permet pas de réagir promptement aux fluctuations économiques. De plus, les articles concernant les abaissements tarifaires ne peuvent s'appliquer que dans une situation générale de crise ou dans des circonstances extraordinaires touchant les relations avec l'étranger.

Dans sa motion du 8 février 1990, le conseiller national R. Mauch souligne le caractère insatisfaisant de cet état de choses et propose de compléter l'article 4, alinéa 3 de la loi, de manière à habiliter le Conseil fédéral à abaisser temporairement les tarifs douaniers. Afin d'éviter ou d'atténuer des désavantages concurrentiels, le gouvernement doit avoir la compétence, non seulement de procéder à des suspensions de droits, à l'instar des CE, mais aussi d'ordonner de son propre chef des mesures de politique commerciale.

S'il est impossible de dresser une liste exacte des marchandises que pourraient bénéficier d'une suspension de droits, on peut néanmoins dire qu'une telle mesure devrait s'appliquer avant tout à des produits de base (chap. 25-81 du tarif des douanes). Une telle suspension ne sera d'ailleurs que temporaire. Le Conseil fédéral vérifiera périodiquement que les circonstances qui ont donné lieu à la suspension sont toujours présentes.

L'impact financier de telles suspensions dépendra de l'usage qui sera fait de cette compétence. Le Conseil fédéral estime cependant que les montants ne devraient guère se chiffrer par millions. Pour le reste, ces mesures n'auront aucune conséquence sur l'effectif du personnel.

Antrag der Kommission

Die einstimmige Kommission beantragt Ihnen, auf die Vorlage einzutreten und der Aenderung des Zolltarifgesetzes zuzustimmen.

Proposition de la commission

La commission unanime propose d'entrer en matière et d'approuver la modification proposée du tarif des douanes.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Ziff. I, II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, ch. I, II

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes

106 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates

Abschreiben des parlamentarischen Vorstosses
gemäss Seite 1 der Botschaft

Proposition du Conseil fédéral

Classer l'intervention parlementaire
selon la page 1 du message

Angenommen – Adopté

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

89.067

Gegen Missbräuche der Fortpflanzungs- und Gentechnologie beim Menschen. Volksinitiative

Contre l'application abusive des techniques de reproduction et de manipulation génétique à l'espèce humaine. Initiative populaire

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 619 hiervor – Voir page 619 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 11. Juni 1991

Décision du Conseil des Etats du 11 juin 1991

Kategorie V, Art. 68 GRN – Catégorie V, art. 68 RCN

Antrag der Kommission

Die Frist zur Behandlung der Volksinitiative «gegen Missbräuche der Fortpflanzungs- und Gentechnologie beim Menschen» wird gestützt auf Artikel 27 Absatz 5bis des Geschäftsverkehrsgesetzes um ein Jahr bis 12. April 1992 verlängert.

Schriftliche Begründung

Gemäss Beschluss des Ständerates vom 11. Juni 1991 gibt es keine Differenz mehr zwischen den beiden Räten, und so kann die Schlussabstimmung schon in dieser Session stattfinden. Die Fristverlängerung ist aber trotzdem nötig, weil die Frist in der Zwischenzeit abgelaufen ist.

Die Kommission stellt deswegen dem Nationalrat den Antrag, der Fristverlängerung des Ständerates zuzustimmen.

Proposition de la commission

Le délai fixé pour l'examen de l'initiative populaire «contre l'application abusive des techniques de reproduction et de manipulation génétique à l'espèce humaine» est prorogé d'un an, soit jusqu'au 12 avril 1992 en vertu de l'article 27, alinéa 5bis, de la loi sur les rapports entre les conseils.

Développement par écrit

Selon la décision du Conseil des Etats du 11 juin 1991 il n'y a plus de divergences entre les conseils. Ainsi, le vote final peut avoir lieu déjà durant cette session.

La prolongation du délai est malgré tout nécessaire car le délai a expiré entre-temps.

Pour cette raison, la commission fait la proposition au Conseil national d'adhérer à la décision du Conseil des Etats concernant la prorogation du délai.

Angenommen – Adopté

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

89.051

Patentgesetz. Aenderung Loi sur les brevets. Révision

Botschaft und Gesetzentwurf vom 16. August 1989 (BBl III 232)

Message et projet de loi du 16 août 1989 (FF III 233)

Kategorie V, Art. 68 GRN – Catégorie V, art. 68 RCN

Herr **Darbellay** unterbreitet im Namen der Kommission den folgenden schriftlichen Bericht:

Den Anstoss zur Teilrevision des Patentgesetzes gab die Motion Auer (86.582), mit welcher der Bundesrat eingeladen wurde, einen Patentschutz auch für Erfindungen auf dem Ge-

biet der Biotechnologie zu ermöglichen. Die Kommission hat die Vorlage des Bundesrates betreffend diese Revision bisher in fünf Sitzungen (25.01.90; 27.02.90; 30.04.90; 20.08.90; 11.04.91) beraten. Indem dieselbe Kommission auch die «Beobachter»-Initiative und den Gegenvorschlag des Ständerates zu beraten hatte, standen für die Kommission die möglichen Missbräuche der Gentechnologie im Vordergrund.

Die Kommission beschloss deswegen an ihrer Sitzung vom 20. August 1990, die Beratungen des Patentgesetzes zu unterbrechen, um zuerst das Hauptgeschäft, d. h. die «Beobachter»-Initiative und den Gegenvorschlag des Ständerates, im Nationalrat beraten zu lassen. Darüber hinaus wollte die Kommission auch das Ergebnis der Gatt-Verhandlungen abwarten.

Die Beratung der «Beobachter»-Initiative und des Gegenvorschlages des Ständerates fand im Nationalrat vom 18. bis 20. März 1991 statt.

Am 11. April 1991, gleich zu Beginn der Sitzung, lagen drei Ordnungsanträge vor: Der eine verlangte die Rückweisung an den Bundesrat, der andere eine Grundsatzdebatte, bevor die Detailberatung fortgesetzt wird, und der dritte eine Sistierung der Beratungen.

Die Kommission beschloss nach einer zweistündigen Diskussion einstimmig, die Beratungen zu sistieren, und zwar aus folgenden Gründen:

1. Die Beschlüsse des Nationalrates betreffend den neuen Verfassungsartikel 24octies Absatz 3, wonach der Bund bei den zu erlassenden Vorschriften der Würde der Kreatur sowie der Sicherheit von Mensch, Tier und Umwelt Rechnung zu tragen und die genetische Vielfalt der Tier- und Pflanzenarten zu schützen habe, werden, sobald in Kraft gesetzt, eine neue verfassungsrechtliche Grundlage für eine weitergehende Revision des Patentgesetzes geben.

2. Auch der Bundesrat ist der Auffassung, dass in Zukunft die Revision des Patentgesetzes mit der notwendigen Missbrauchsgesetzgebung auf dem Gebiet der Gentechnologie zeitlich zu koordinieren ist.

3. Die Patentierbarkeit von Lebewesen ist auch auf internationaler Ebene noch nicht abschliessend geregelt:

- Die Gatt-Verhandlungen sind noch nicht abgeschlossen;
- die EWR-Verhandlungen sind im Gange;
- die Verhandlungen über ein Gemeinschaftspatentübereinkommen, das 1993 in Kraft treten sollte, sind auch noch nicht abgeschlossen;
- die diplomatische Konferenz zum Abschluss eines Patentharmonisierungsabkommens findet im Juni dieses Jahres statt.

4. Aus den genannten Gründen wird der Bundesrat eingeladen, für die weitere Behandlung dieses Geschäftes den eidgenössischen Räten zu gegebener Zeit einen Bericht bzw. eine Zusatzbotschaft oder allenfalls eine neue Botschaft zu unterbreiten.

M. Darbellay présente au nom de la commission le rapport écrit suivant:

La révision partielle de la loi sur les brevets a été déclenchée par la motion Auer (86.582) qui demandait au Conseil fédéral de protéger les inventions du domaine de la biotechnologie par l'instauration de brevets. La commission a délibéré du projet du Conseil fédéral concernant cette révision au cours de cinq séances (25.01.90; 27.02.90; 30.04.90; 20.08.90; 11.04.91). Comme elle devait traiter aussi de l'initiative du «Beobachter» et du contre-projet déposé par le Conseil des Etats, elle a donné la priorité à l'examen des applications abusives de la manipulation génétique.

La commission a donc décidé, lors de sa séance du 20 août 1990, d'interrompre les délibérations concernant la loi sur les brevets afin que le Conseil national puisse traiter d'abord l'affaire la plus importante, c'est-à-dire l'initiative du «Beobachter» et le contre-projet du Conseil des Etats. En outre, elle voulait attendre les résultats des négociations du GATT.

Le Conseil national a délibéré sur l'initiative du «Beobachter» et le contre-projet du Conseil des Etats du 18 au 20 mars 1991. Trois motions d'ordre étaient déposées le 11 avril 1991, au dé-

but de la séance, l'une demandant que l'affaire soit renvoyée au Conseil fédéral, la deuxième que l'on discute du principe avant de continuer l'examen par article, la troisième que l'on suspende les délibérations.

Après une discussion de deux heures, la commission a décidé à l'unanimité de suspendre les délibérations, pour les raisons ci-après.

1. Une révision plus poussée de la loi sur les brevets pourra se fonder sur une nouvelle base constitutionnelle lorsqu'entrera en vigueur les décisions du Conseil national sur le nouvel article 24octies, alinéa 3 de la constitution, qui prévoit que la Confédération, en édictant des prescriptions, tient compte de la dignité de la créature et de la sécurité de l'homme, de l'animal et de l'environnement et qu'elle protège la multiplicité génétique des espèces animales et végétales.

2. Le Conseil fédéral pense lui aussi qu'il faudra coordonner la révision de la loi sur les brevets avec l'élaboration de la législation nécessaire sur l'application abusive de la manipulation génétique.

3. La brevetabilité des êtres vivants n'est pas encore complètement réglemantée au niveau international:

- les négociations du GATT n'ont pas encore abouti;
- les négociations sur l'EEE sont en cours;
- les négociations relatives à une convention sur les brevets communautaires, dont l'entrée en vigueur est prévue pour 1993, ne sont pas terminées;
- la conférence diplomatique relative à la conclusion d'une convention sur l'harmonisation des brevets aura lieu en juin 1991.

4. Pour les raisons exposées ci-dessus, le Conseil fédéral est invité à présenter aux Chambres, en temps voulu, un rapport ou un message additionnel, ou le cas échéant un message entièrement nouveau, en vue de la suite des délibérations.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt gemäss Artikel 12 Absatz 2 des Geschäftsverkehrsgesetzes dem Nationalrat einstimmig, die Beratungen jetzt zu sistieren.

Proposition de la commission

La commission propose à l'unanimité au Conseil national d'ajourner les délibérations, conformément à l'article 12, alinéa 2 de la loi sur les rapports entre les conseils.

Angenommen – Adopté

91.001

Schweizerisches Zollgebiet. Vertrag mit Liechtenstein

Territoire douanier suisse. Accord avec le Liechtenstein

Botschaft und Beschlussentwurf vom 16. Januar 1991 (BBI I 597)
Message et projet d'arrêté du 16 janvier 1991 (FF I 573)

Beschluss des Ständerates vom 18. Juni 1991
Décision du Conseil des Etats du 18 juin 1991

Kategorie V, Art. 68 GRN – Catégorie V, art. 68 RCN

Herr **Oehler** unterbreitet im Namen der Kommission den folgenden schriftlichen Bericht:

Aufgrund des Vertrages vom 29. März 1923 über den Anschluss des Fürstentums Liechtenstein an das schweizerische Zollgebiet darf das Fürstentum selbständig keine Handels- und Zollverträge abschliessen. Durch das Protokoll vom 4. Januar 1960 über die Anwendung des Übereinkommens zur Errichtung der Europäischen Freihandelsassoziation auf das Fürstentum Liechtenstein ist Liechtenstein in die Efta eingeschlossen, ohne selbst Vertragspartei zu sein. Das Freihand-

Patentgesetz. Aenderung

Loi sur les brevets. Révision

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1991
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	16
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	89.051
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	21.06.1991 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1288-1289
Page	
Pagina	
Ref. No	20 020 016

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.